

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00053

Numéro SIREN : 456 500 537

Nom ou dénomination : DALKIA

Ce dépôt a été enregistré le 03/12/2021 sous le numéro de dépôt 27071

2021 S 027071



*Société Anonyme au capital de 220 047.504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole*

COMPTES
31/12/2020

**CERTIFIE CONFORME par la Présidente
Directrice Générale**

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2020

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2020	Montant net 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	270 500	156 970	113 530	98 137
Fonds commercial	20 060	6 806	13 254	13 468
Autres immobilisations incorporelles	36 339		36 339	43 230
Immobilisations corporelles				
Terrains	396		396	396
Constructions	17 201	15 419	1 782	2 200
Autres Installations techniques	830 604	402 156	428 448	399 342
Autres Immobilisations corporelles	31 586	15 919	15 667	15 106
Immobilisations corporelles en cours	56 783		56 783	68 156
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	488 682	178 967	309 715	300 991
Créances rattachées à des participations	759 851	56 670	703 181	653 547
Autres titres immobilisés	2 371	228	2 143	2 142
Prêts	1 096		1 096	2 471
Autres	2 949		2 949	2 928
T o t a l I	2 518 418	833 135	1 685 283	1 602 114
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 354	1 560	22 794	17 805
En-cours de production	101 560	638	100 922	136 590
Marchandises	4 954	450	4 504	3 712
Avances et acomptes versés sur commandes	1 302		1 302	958
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	560 868	5 634	555 234	641 283
Autres créances	841 176	94 176	747 000	748 822
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 145		3 145	5 423
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	31 148		31 148	32 481
T o t a l II	1 568 507	102 458	1 466 049	1 587 073
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)	1 344		1 344	2 638
T o t a l g é n é r a l (I + II + III+IV)	4 088 269	935 593	3 152 676	3 191 825

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2020

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/20	31/12/19
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	130 257	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	-99 156	-35 949
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-29 762	-63 207
Situation nette	294 897	324 659
Subventions d'investissements	74 803	64 170
Provisions réglementées	51 722	57 215
Total I	421 422	446 045
Avances conditionnées	75	48
Total II	75	48
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	69 451	67 934
Provision pour charges	75 905	64 647
Total III	145 356	132 581
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 012	18 520
Emprunts et dettes financières diverses	1 547 337	1 554 784
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	65 984	69 130
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	432 673	457 875
Dettes fiscales et sociales	306 500	315 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 495	23 193
Autres dettes	64 663	59 094
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	106 020	114 946
Total IV	2 581 684	2 612 943
Ecart de conversion passif V	4 140	208
Total général (I + II + III + IV + V)	3 152 676	3 191 825

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/20	31/12/19
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	7	-12
Produits de services	2 108 949	2 207 172
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 108 956	2 207 160
Production stockée	-36 146	4 638
Production immobilisée	8 584	8 523
Subvention d'exploitation	1 812	41
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	30 718	27 754
Autres produits	180 190	163 579
Sous-total B	185 158	204 535
Total I (A + B)	2 294 114	2 411 695
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	607 110	711 438
Variation des stocks	-4 774	-241
Autres achats et charges externes	1 004 020	1 015 975
Impôts, taxes et versements assimilés	42 215	41 767
Salaires et traitements	432 731	423 686
Charges sociales	186 173	182 951
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	74 799	71 411
Sur actif circulant : (provisions)	1 392	2 071
Pour risques et charges : (provisions)	24 508	20 614
Autres charges	8 285	17 098
Total II	2 376 459	2 486 770
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-82 345	-75 075
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	43 069	44 765
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	9 318	9 476
Produits financiers		
Produits financiers de participation	28 436	33 228
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	51 646	47 830
Autres intérêts et produits assimilés	3 500	5 203
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 707	15 547
Différences positives de change	96	123
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	96 385	101 931
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	40 514	103 621
Intérêts et charges assimilées	36 717	34 602
Différences négatives de change	90	98
Total VI	77 321	138 321
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	19 064	-36 390
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-29 529	-76 176
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 761	2 799
Sur opérations en capital	7 141	19 122
Reprises sur provisions et transferts de charges	29 297	18 943
Total VII	39 199	40 864
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 301	11 146
Sur opérations en capital	12 778	5 051
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	16 380	11 888
Total VIII	39 458	28 085
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-259	12 779
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-27	-190
Total des produits (I + III + V + VII)	2 472 768	2 599 255
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 502 530	2 662 462
RESULTAT	-29 762	-63 207

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 10 février 2021 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2020 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 152 676 446 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 29 761 745 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Selon les recommandations de l'ANC de Juillet 2020, nous mentionnons ci-dessous les impacts ciblés du Covid 19.

Faits caractéristiques de l'exercice 2020

L'épidémie de Covid 19 a impacté l'activité de Dalkia SA au cours de l'exercice 2020. Dans ce contexte, la société et le groupe auquel elle appartient se sont pleinement mobilisées pour maintenir leurs activités essentielles dans le contexte de cette crise sanitaire.

La société s'est en particulier engagée dans la mise en place de mesures et actions jugées les plus adaptées et nécessaires afin de poursuivre ses activités dans le respect des décisions des autorités.

La société a supporté des effets négatifs, du fait de l'épidémie de Covid 19, sur son activité et donc sur les comptes de 2020.

Ceux-ci sont caractérisés par les impacts suivants :

- . Impact sur le chiffre d'affaires : - 82 M€ ;
- . Impact sur le résultat d'exploitation : - 16 M€

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés (sur le périmètre France).

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- L'acquisition des sociétés Hénergiane et RCS.
- Création de 3 sociétés en France pour porter des contrats : Svd94, Enerungis, Geoviva.

- Participation complémentaire dans la société CRAM
- Cession des titres de la société La Sioule.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité ou de contrats :

- Liquidation des entités : GIE Evry, MCI, DK Enerji AS.
- Dissolution sans liquidation des sociétés Tecni, Omnitherm.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions		Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	294.202	32.917	(1)	220		326.899
Imm. Corporelles	875.253	71.622	(2)	10.305		936.570
Imm. Financières	1.224.816	143.165	(3)	113.032	(3)	1.254.949
Total	2.394.271	247.704		123.557		2.518.418

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients....
- (3) La variation de l'année 2020 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 131,8 millions d'euros, l'apport en capital à plusieurs filiales pour plus de 9,4 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 79,5 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de restructuration d'un montant de 29,9 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables – c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession – font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	138.248	24.668	220	162.696
Immo. corporelles	389.175	50.131	9.099	430.207
Total	527.423	74.799	9.319	592.903

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ,

- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2020 s'élève à 2 065 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2020 s'élève à 18.815 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2019 au 31/12/2020**

En Milliers d'euros	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social	220.048			220.048
Primes liées au capital	130.257			130.257
Ecart de réévaluation	45			45
Réserves	73.466			73.466
Report à nouveau (1)	(35.949)	(63.207)		(99.156)
Résultat de l'exercice (1)	(63.207)	(29.762)	(63.207)	(29.762)
Subventions d'invest. Nettes (2)	64.171	10.949	316	74.803
Provisions réglementées (3)	57.215		5.493	51.722
Total	446.044	(82.020)	(57.398)	421.422

(1) Selon l'affectation de résultat 2019 :

Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (63.207) K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 10.949 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 14.966 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 4.017 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	57.215		5.493		51.722
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	57.215	-	5.493		51.722
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénérations (i)	688	346	-		1.034
- Sinistres (ii)	22.367	8.186	7.236		23.317
- Litiges et divers (iii)-(iv)	44.879	16.825	16.604		45.100
Total provisions pour risques	67.934	25.357	23.840		69.451
Provisions pour charges :					
- Dettes fiscales latentes	631	763	225		1.169
- Garantie totale(v)	11.904	12.823	10.983		13.744
- PRCI (vi)	52.112	8.881	1		60.992
Total provisions pour charges	64.647	22.467	11.209		75.905
TOTAL II	132.581	47.824	35.049	-	145.356
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1.119	-	39		1.080
Immobilisations corporelles	877	2.879	470		3.286
Immobilisations financières	262.737	6.037	32.909		235.865
Stocks	2.674	638	665		2.647
Clients	5.945	809	1.119		5.635
Autres créances	75.913	24.684	6.421		94.176
TOTAL III	349.265	35.047	41.623		342.689
TOTAL GENERAL	539.061	82.871	82.165	-	539.767
Dotations et reprises					
- d'exploitation		25.900	21.465		
- financières		40.514	12.707		
- exceptionnelles		16.381	29.297		
Restructuration		76	18.696		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 10.726 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.820
Autres immobilisations financières	21
Créances clients et comptes rattachés	320.551
Autres créances	28.201
Total	350.593
Charges à payer	
Emprunts et dettes financières divers	15.515
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260.465
Dettes fiscales et sociales	152.502
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	18.829
Autres dettes	40.840
Total	488.151

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	759.851	71.171	688.680
Prêts	1.096	26	1.070
Autres immobilisations financières	2.949	-	2.949
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.302	1.302	
Créances clients et comptes rattachés	560.868	560.868	
Autres créances	841.176	841.176	
Sous-total	2.167.242	1.474.543	692.699
Charges constatées d'avance	31.148	30.747	401
Total	2.198.390	1.505.290	693.100

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	28.012	20.704	1.941	5.367
Emprunts et dettes financières diverses	1.547.337	585.292	333.441	628.604
Avances et acomptes reçus sur commandes	65.984	65.984		
Fournisseurs et comptes rattachés	432.673	432.673		
Autres dettes	401.658	401.658		
Sous-total	2.475.664	1.506.311	335.382	633.971
Produits constatés d'avance	106.020	90.518	7.402	8.100
Total	2.581.684	1.596.829	342.784	642.071

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	488.058
Créances rattachées à des participations	3.683	755.125
Prêts	-	1.155
Autres immobilisations financières	-	-
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	68	-
Créances clients et comptes rattachés	31.870	101.679
Autres créances	221.276	412.789
Charges constatées d'avance	7	270

Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.326.986	219.497
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48.802	159.396
Dettes fiscales et sociales	359	5.352
Subvention d'exploitation	-	-
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	696	1.648
Autres dettes	1.491	12.317
Produits constatés d'avance	1	32
Produits financiers :	610	71.393
Charges financières :	36.373	30.250

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation du Chiffre d'affaires

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2020 - K€	31 12 2019 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	1 485 833	1 591 402	(105 569)
Ventes Travaux	501 752	489 820	11 932
Autres activités	121 371	125 938	(4 567)
Chiffres d'affaires Nets	2 108 956	2 207 160	(98 204)

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2020
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	10.914
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	8.503
Provisions sur sinistres	8.186
Provisions pour dépréciation des Immobilisations	2.879
Charges sur contentieux sociaux et risques RH	2.383
VNC des immobilisations cédées	1.206
Pénalités sur marchés	1.086
Charges décaissées ou provisionnées sur Impôts	777
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	112
Autres charges exceptionnelles	3.412
Total	39.458
Nature des produits	
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	11.606
Reprise provisions sinistres	7.236
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	4.017
Produits sur contentieux sociaux et risques RH	3.264
Produit exceptionnel sur filiales cédées	773
Reprise provisions pour dépréciation des Immobilisations	509
Produits de cessions sur Immobilisations	399
Reprise provision sur Impôts	225
Autres produits exceptionnels	5.677
Total	39.199
Résultat exceptionnel	-259

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2020			2019
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(29.529)	-	(29.529)	(76.176)
Résultat exceptionnel	(259)	-	(259)	12.779
Participation des salariés			-	-
Crédits d'impôt		26	26	190
Total	(29.788)	26	(29.762)	(63.207)

C – AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)

	2020	2019
Engagements donnés		
Garantie solidaire	366.699	417.565
Engagements retraite (1)	200.190	184.220
Paievements minimaux futurs sur contrats Location simple –Preneur	151.055	183.037
Avals et cautions donnés	83.859	118.127
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	152.507	162.071
Cautions de contre garantie	202.773	179.457
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	39.500	42.500
Paievements minimaux futurs sur contrats location financement	32	114
Autres	39.104	36.889
Total	1.267.783	1.323.980
Engagements reçus		
Lignes de crédit	130.000	130.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	23.400	23.400
Avals et cautions reçus des fournisseurs	20.294	19.234
Quotas de CO2 (2)	0	1.063
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	175.702	175.705

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de -0,3 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2020 se sont élevés à 25 747 tonnes.

La Commission Européenne doit publier en ce début d'année 2021, les allocations finales pour la période 2021-2026. Les autorités compétentes nationales vont délivrer les quotas gratuits pour l'année 2021 à partir du 28/02/2021. A ce jour, nous ne pouvons pas les évaluer pour la société Dalkia aussi bien pour l'année 2021, que pour la période du prochain SEQUE-UE-4 (2021-2030).

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques**2.1 Obligation de renouvellement**

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO₂

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO₂ et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
292 904	159 762	136 329

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2020	2019
Valeur d'origine	3.507	3.507
Amortissements	3.445	3.112
Valeur résiduelle	62	395
Redevances versées	4.140	3.792
Redevances restant dues	32	114
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	21	
de 1 à moins de 5 ans	11	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2021 de 4.033 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2020

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2020	3.541		
Ecart de conversion Passif	4.140		
Différences temporaires sur Quote part filiales	6.516		
Total des charges déductibles sur 2020	14.197	28.41%	4.033

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

A partir de Janvier 2019, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été remplacé par une réduction de charges patronales.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2020	2019
Cadres	2.303	2.268
Agents de maîtrise	7.027	7.043
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	30	36
Ouvriers	507	551
Total	9.867	9.898

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 30 Juin 2021. Alors que les salariés avaient initialement jusqu'au 31 décembre 2020 pour transférer les droits acquis via el DIF sur leur CPF, cette échéance a été repoussée au 30 juin 2021 en raison de la crise sanitaire et économique du coronavirus. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignations.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.428 milliers d'euros pour l'exercice 2020.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

En K EUROS — Société		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions,garanties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
					Brute	Nette						
I - ENERGIE THERMIQUE												
RAM	LE HAVRE	1 428	6 574	100%	33 632	33 632	0	0	109 252	2 954	0	
RESONOR	SAINT ANDRE	666	313	100%	16 342	0	30 618	0	17 120	493	0	
FERIN FRERES	SAINT ANDRE	2 825	3 125	100%	14 856	6 896	0	0	5 006	-130	353	
RYEL	COURBEVOIE	10 538	-22 864	100%	10 537	0	12 089	21 301	887	140	0	
SE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	5 000	55 626	42%	9 230	9 230	0	0	69 945	1 278	0	CLOTURE 30/06
ELM	LYON	13 950	31 320	55%	7 673	7 673	0	0	33 352	-5 697	0	
SONITHERM	Nice	12 240	-33 698	52%	6 398	6 258	3 249	10 342	43 558	-2 957	0	
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	-5 062	100%	5 848	0	1 294	0	11 637	-782	0	
ENERGIE	SAINT ANDRE	5 337	-4 722	100%	5 337	0	20 171	4 895	11 673	352	0	
REIL ENERGIE	SAINT ANDRE	3 837	-3 705	100%	3 837	0	5 876	3 378	9 370	1 142	0	
SOMUSSY	GUYANCOURT	825	463	100%	3 257	1 629	0	0	4 231	368	438	
MOGETHA	GAP	220	-33 698	100%	3 200	3 200	796	0	43 558	-2 957	411	
E.S.BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	6 758	49%	2 941	2 941	0	0	14 602	687	0	
SDCL	TOURS	240	-140	100%	2 758	0	22 385	0	15 664	-806	0	
OMECC	COURBEVOIE	153	-7 757	100%	2 620	0	16 180	0	8 545	-1 137	0	
S SERVICES	STRASBOURG	2 868	-400	50%	2 326	2 326	3 110	0	39 552	-981	0	
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	6 090	30%	2 273	2 273	0	0	8 632	262	198	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					28 047	16 147	800 644	322 716			15 183	
II - ENERGIE ELECTRIQUE												
LOGESTAR	SAINT ANDRE	74	8 676	30%	8 313	8 313	1 680	0	51 393	5 590	2 530	
LAVERA ENERGIES	LYON	38	6 740	50%	6 298	6 298	0	8 791	49 409	5 855	0	
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	274	100%	5 135	1 533	0	0	987	151	188	
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	968	99%	3 653	1 853	2 643	2 053	7 023	967	928	
CAS (EX EXHOR)	TOURS	1 500	-241	100%	3 135	0	450	0	1 262	-482	0	
COGERI	PULNOY	38	989	100%	2 255	2 255	1 533	1 004	5 321	799	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					757	601	54 869	3 677			3 311	
III - ACTIVITES ANNEXES												
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	-4 693	100%	12 500	12 500	0	0	6 275	253	0	
GESPACE FRANCE	SAINT ANDRE	397	-5 004	100%	8 378	2 275	0	10 642	6 335	-6 016	583	
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	-381	100%	3 020	3 020	0	0	572	-564	192	
E2S	LYON	2 784	2 939	100%	2 689	2 689	0	0	35 613	1 482	0	
Dalkia EN	SAINT ANDRE	1 103	2 484	100%	2 608	2 608	7 173	0	54 782	938	656	
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 235	100%	2 437	2	2 870	0	0	-4	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 089	4 314	10 385	780			2 848	
IV - FILIALES DE SPECIALITE												
DALKIA WASTENERGY	PUTEAUX	7 700	3 090	100%	61 100	32 700	17 429	0	67 251	5 551	0	
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRERES-EN-AUX	335	10 448	100%	20 601	20 601	9 301	0	178 372	2 500	0	
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-17 347	100%	15 065	1	48 369	28 560	82 032	-6 417	0	
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELIER	1 700	1 890	100%	5 320	5 320	1 825	0	16 773	-63	0	
VI - INTERNATIONAL												
UK ENERGY POLSKA	POLOGNE	22 743	44 780	100%	71 798	19 298	0	0	9 437	549	0	
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	115 756	-3 498	50%	58 771	58 771	0	0	16	27 333	0	
OK Energuia Rus	RUSSIE	17 090	-4 129	100%	24 886	24 886	0	0	17	2 841	2	
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	6 829	49%	4 319	4 319	0	0	6 955	254	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					2 551	1 476	76 007	5 051			161	
VII - DIVERS												
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SAINT ANDRE	4 431	16 720	100%	4 976	0	14 184	0	0	-138	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					4 289	4 023	49 913	3 800			454	
TOTAUX					491 055	311 859						

(1) y compris le résultat de l'exercice



Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 9 JUIN 2021

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 qui s'élève à une perte de 29 761 744,97 € en totalité au compte Report à nouveau qui passe ainsi de (99 156 028,06) € à (128 917 773,03) €.

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois exercices précédant celui de l'exercice 2020, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	2019	2018	2017
Montant du dividende global distribué aux actionnaires	- €	- €	- €
Dividende par action distribué aux actionnaires *	- €	- €	- €

*Ce dividende était éligible à l'abattement de 40 %

Cette résolution est mise aux voix :

Votent pour : 13 746 444 voix

Votent contre ou s'abstiennent : 0 voix

Il résulte de ce vote que 13 746 444 voix ayant été obtenues, cette résolution est ADOPTÉE.

CERTIFIE CONFORME PAR
La Présidente Directrice Générale



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Dalkia

Société Anonyme

37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André

Ce rapport contient 23 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une entité de droit anglais.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia
Société Anonyme

Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André
Capital social : € 220.047.504

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'assemblée générale des Actionnaires de la société Dalkia SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Dalkia – société anonyme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 309.715 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.5 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

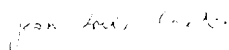
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 10 février 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-Louis Caulier
Associé

Paris La Défense, le 10 février 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Xavier Fournet
Associé

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2020

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2020	Montant net 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	270 500	156 970	113 530	98 137
Fonds commercial	20 060	6 806	13 254	13 468
Autres immobilisations incorporelles	36 339		36 339	43 230
Immobilisations corporelles				
Terrains	396		396	396
Constructions	17 201	15 419	1 782	2 200
Autres Installations techniques	830 604	402 156	428 448	399 342
Autres Immobilisations corporelles	31 586	15 919	15 667	15 106
Immobilisations corporelles en cours	56 783		56 783	68 156
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	488 682	178 967	309 715	300 991
Créances rattachées à des participations	759 851	56 670	703 181	653 547
Autres titres immobilisés	2 371	228	2 143	2 142
Prêts	1 096		1 096	2 471
Autres	2 949		2 949	2 928
Total I	2 518 418	833 135	1 685 283	1 602 114
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 354	1 560	22 794	17 805
En-cours de production	101 560	638	100 922	136 590
Marchandises	4 954	450	4 504	3 712
Avances et acomptes versés sur commandes	1 302		1 302	958
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	560 868	5 634	555 234	641 283
Autres créances	841 176	94 176	747 000	748 822
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 145		3 145	5 423
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	31 148		31 148	32 481
Total II	1 568 507	102 458	1 466 049	1 587 073
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)	1 344		1 344	2 638
Total général (I + II + III + IV)	4 088 269	935 593	3 152 676	3 191 825

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2020

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/20	31/12/19
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	130 257	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	-99 156	-35 949
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-29 762	-63 207
Situation nette	294 897	324 659
Subventions d'investissements	74 803	64 170
Provisions réglementées	51 722	57 215
Total I	421 422	446 045
Avances conditionnées	75	48
Total II	75	48
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	69 451	67 934
Provision pour charges	75 905	64 647
Total III	145 356	132 581
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 012	18 520
Emprunts et dettes financières diverses	1 547 337	1 554 784
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	65 984	69 130
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	432 673	457 875
Dettes fiscales et sociales	306 500	315 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 495	23 193
Autres dettes	64 663	59 094
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	106 020	114 946
Total IV	2 581 684	2 612 943
Ecart de conversion passif V	4 140	208
Total général (I + II + III + IV + V)	3 152 676	3 191 825

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/20	31/12/19
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	7	-12
Produits de services	2 108 949	2 207 172
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 108 956	2 207 160
Production stockée	-36 146	4 638
Production immobilisée	8 584	8 523
Subvention d'exploitation	1 812	41
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	30 718	27 754
Autres produits	180 190	163 579
Sous-total B	185 158	204 535
Total I (A + B)	2 294 114	2 411 695
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	607 110	711 438
Variation des stocks	-4 774	-241
Autres achats et charges externes	1 004 020	1 015 975
Impôts, taxes et versements assimilés	42 215	41 767
Salaires et traitements	432 731	423 686
Charges sociales	186 173	182 951
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	74 799	71 411
Sur actif circulant : (provisions)	1 392	2 071
Pour risques et charges : (provisions)	24 508	20 614
Autres charges	8 285	17 098
Total II	2 376 459	2 486 770
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-82 345	-75 075
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	43 069	44 765
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	9 318	9 476
Produits financiers		
Produits financiers de participation	28 436	33 228
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	51 646	47 830
Autres intérêts et produits assimilés	3 500	5 203
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 707	15 547
Différences positives de change	96	123
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	96 385	101 931
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	40 514	103 621
Intérêts et charges assimilées	36 717	34 602
Différences négatives de change	90	98
Total VI	77 321	138 321
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	19 064	-36 390
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-29 529	-76 176
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 761	2 799
Sur opérations en capital	7 141	19 122
Reprises sur provisions et transferts de charges	29 297	18 943
Total VII	39 199	40 864
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 301	11 146
Sur opérations en capital	12 778	5 051
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	16 380	11 888
Total VIII	39 458	28 085
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-259	12 779
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-27	-190
Total des produits (I + III + V + VII)	2 472 768	2 599 255
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 502 530	2 662 462
RESULTAT	-29 762	-63 207

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 10 février 2021 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2020 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 152 676 446 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 29 761 745 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Selon les recommandations de l'ANC de Juillet 2020, nous mentionnons ci-dessous les impacts ciblés du Covid 19.

Faits caractéristiques de l'exercice 2020

L'épidémie de Covid 19 a impacté l'activité de Dalkia SA au cours de l'exercice 2020. Dans ce contexte, la société et le groupe auquel elle appartient se sont pleinement mobilisées pour maintenir leurs activités essentielles dans le contexte de cette crise sanitaire.

La société s'est en particulier engagée dans la mise en place de mesures et actions jugées les plus adaptées et nécessaires afin de poursuivre ses activités dans le respect des décisions des autorités.

La société a supporté des effets négatifs, du fait de l'épidémie de Covid 19, sur son activité et donc sur les comptes de 2020.

Ceux-ci sont caractérisés par les impacts suivants :

- . Impact sur le chiffre d'affaires : - 82 M€ ;
- . Impact sur le résultat d'exploitation : - 16 M€

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés (sur le périmètre France).

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- L'acquisition des sociétés Hénergiane et RCS.
- Création de 3 sociétés en France pour porter des contrats : Svd94, Enerungis, Geoviva.

- Participation complémentaire dans la société CRAM
- Cession des titres de la société La Sioule.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité ou de contrats :

- Liquidation des entités : GIE Evry, MCI, DK Enerji AS.
- Dissolution sans liquidation des sociétés Tecni, Omnitherm.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	294.202	32.917 (1)		220	326.899
Imm. Corporelles	875.253	71.622 (2)		10.305	936.570
Imm. Financières	1.224.816	143.165 (3)		113.032 (3)	1.254.949
Total	2.394.271	247.704		123.557	2.518.418

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients....
- (3) La variation de l'année 2020 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 131,8 millions d'euros, l'apport en capital à plusieurs filiales pour plus de 9,4 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 79,5 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de restructuration d'un montant de 29,9 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	138.248	24.668	220	162.696
Immo. corporelles	389.175	50.131	9.099	430.207
Total	527.423	74.799	9.319	592.903

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ,

- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2020 s'élève à 2 065 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2020 s'élève à 18.815 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2019 au 31/12/2020**

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital		130.257			130.257
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(1)	(35.949)	(63.207)		(99.156)
Résultat de l'exercice	(1)	(63.207)	(29.762)	(63.207)	(29.762)
Subventions d'invest. Nettes	(2)	64.171	10.949	316	74.803
Provisions réglementées	(3)	57.215		5.493	51.722
Total		446.044	(82.020)	(57.398)	421.422

(1) Selon l'affectation de résultat 2019 :

Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (63.207) K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 10.949 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 14.966 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 4.017 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	57.215		5.493		51.722
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	57.215	-	5.493		51.722
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénérations (i)	688	346	-		1.034
- Sinistres (ii)	22.367	8.186	7.236		23.317
- Litiges et divers (iii)-(iv)	44.879	16.825	16.604		45.100
Total provisions pour risques	67.934	25.357	23.840		69.451
Provisions pour charges :					
- Dettes fiscales latentes	631	763	225		1.169
- Garantie totale(v)	11.904	12.823	10.983		13.744
- PRCI (vi)	52.112	8.881	1		60.992
Total provisions pour charges	64.647	22.467	11.209		75.905
TOTAL II	132.581	47.824	35.049	-	145.356
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1.119	-	39		1.080
Immobilisations corporelles	877	2.879	470		3.286
Immobilisations financières	262.737	6.037	32.909		235.865
Stocks	2.674	638	665		2.647
Clients	5.945	809	1.119		5.635
Autres créances	75.913	24.684	6.421		94.176
TOTAL III	349.265	35.047	41.623		342.689
TOTAL GENERAL	539.061	82.871	82.165	-	539.767
Dotations et reprises					
- d'exploitation		25.900	21.465		
- financières		40.514	12.707		
- exceptionnelles		16.381	29.297	-	
Restructuration		76	18.696		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 10.726 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.820
Autres immobilisations financières	21
Créances clients et comptes rattachés	320.551
Autres créances	28.201
Total	350.593
Charges à payer	
Emprunts et dettes financières divers	15.515
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	260.465
Dettes fiscales et sociales	152.502
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	18.829
Autres dettes	40.840
Total	488.151

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	759.851	71.171	688.680
Prêts	1.096	26	1.070
Autres immobilisations financières	2.949	-	2.949
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.302	1.302	
Créances clients et comptes rattachés	560.868	560.868	
Autres créances	841.176	841.176	
Sous-total	2.167.242	1.474.543	692.699
Charges constatées d'avance	31.148	30.747	401
Total	2.198.390	1.505.290	693.100

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	28.012	20.704	1.941	5.367
Emprunts et dettes financières diverses	1.547.337	585.292	333.441	628.604
Avances et acomptes reçus sur commandes	65.984	65.984		
Fournisseurs et comptes rattachés	432.673	432.673		
Autres dettes	401.658	401.658		
Sous-total	2.475.664	1.506.311	335.382	633.971
Produits constatés d'avance	106.020	90.518	7.402	8.100
Total	2.581.684	1.596.829	342.784	642.071

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	488.058
Créances rattachées à des participations	3.683	755.125
Prêts	-	1.155
Autres immobilisations financières	-	-
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	68	-
Créances clients et comptes rattachés	31.870	101.679
Autres créances	221.276	412.789
Charges constatées d'avance	7	270

Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.326.986	219.497
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48.802	159.396
Dettes fiscales et sociales	359	5.352
Subvention d'exploitation	-	-
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	696	1.648
Autres dettes	1.491	12.317
Produits constatés d'avance	1	32
Produits financiers :	610	71.393
Charges financières :	36.373	30.250

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation du Chiffre d'affaires

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2020 - K€	31 12 2019 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	1 485 833	1 591 402	(105 569)
Ventes Travaux	501 752	489 820	11 932
Autres activités	121 371	125 938	(4 567)
Chiffres d'affaires Nets	2 108 956	2 207 160	(98 204)

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2020
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	10.914
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	8.503
Provisions sur sinistres	8.186
Provisions pour dépréciation des Immobilisations	2.879
Charges sur contentieux sociaux et risques RH	2.383
VNC des immobilisations cédées	1.206
Pénalités sur marchés	1.086
Charges décaissées ou provisionnées sur Impôts	777
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	112
Autres charges exceptionnelles	3.412
Total	39.458
Nature des produits	
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	11.606
Reprise provisions sinistres	7.236
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	4.017
Produits sur contentieux sociaux et risques RH	3.264
Produit exceptionnel sur filiales cédées	773
Reprise provisions pour dépréciation des Immobilisations	509
Produits de cessions sur Immobilisations	399
Reprise provision sur Impôts	225
Autres produits exceptionnels	5.677
Total	39.199
Résultat exceptionnel	-259

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2020			2019
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(29.529)	-	(29.529)	(76.176)
Résultat exceptionnel	(259)	-	(259)	12.779
Participation des salariés			-	-
Crédits d'impôt		26	26	190
Total	(29.788)	26	(29.762)	(63.207)

C – AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)

	2020	2019
Engagements donnés		
Garantie solidaire	366.699	417.565
Engagements retraite (1)	200.190	184.220
Paievements minimaux futurs sur contrats Location simple –Preneur	151.055	183.037
Avals et cautions donnés	83.859	118.127
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	152.507	162.071
Cautions de contre garantie	202.773	179.457
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	39.500	42.500
Paievements minimaux futurs sur contrats location financement	32	114
Autres	39.104	36.889
Total	1.267.783	1.323.980
Engagements reçus		
Lignes de crédit	130.000	130.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	23.400	23.400
Avals et cautions reçus des fournisseurs	20.294	19.234
Quotas de CO2 (2)	0	1.063
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	175.702	175.705

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de -0,3 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2020 se sont élevés à 25 747 tonnes.

La Commission Européenne doit publier en ce début d'année 2021, les allocations finales pour la période 2021-2026. Les autorités compétentes nationales vont délivrer les quotas gratuits pour l'année 2021 à partir du 28/02/2021. A ce jour, nous ne pouvons pas les évaluer pour la société Dalkia aussi bien pour l'année 2021, que pour la période du prochain SEQE-UE-4 (2021-2030).

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO₂

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO₂ et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
292 904	159 762	136 329

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2020	2019
Valeur d'origine	3.507	3.507
Amortissements	3.445	3.112
Valeur résiduelle	62	395
Redevances versées	4.140	3.792
Redevances restant dues	32	114
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	21	
de 1 à moins de 5 ans	11	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2021 de 4.033 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2020

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2020	3.541		
Ecart de conversion Passif	4.140		
Différences temporaires sur Quote part filiales	6.516		
Total des charges déductibles sur 2020	14.197	28.41%	4.033

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

A partir de Janvier 2019, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été remplacé par une réduction de charges patronales.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2020	2019
Cadres	2.303	2.268
Agents de maîtrise	7.027	7.043
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	30	36
Ouvriers	507	551
Total	9.867	9.898

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 30 Juin 2021. Alors que les salariés avaient initialement jusqu'au 31 décembre 2020 pour transférer les droits acquis via el DIF sur leur CPF, cette échéance a été repoussée au 30 juin 2021 en raison de la crise sanitaire et économique du coronavirus. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignations.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.428 milliers d'euros pour l'exercice 2020.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quota part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions,garanties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
					Brute	Nette						
En K EUROS — Société												
I - ENERGIE THERMIQUE												
DRAM	LE HAVRE	1 428	6 574	100%	33 632	33 632	0	0	109 252	2 954	0	
RESONOR	SAINT ANDRE	666	313	100%	16 342	0	30 618	0	17 120	493	0	
PERIN FRERES	SAINT ANDRE	2 825	3 125	100%	14 856	6 896	0	0	5 006	-130	353	
CYEL	COURBEVOIE	10 538	-22 864	100%	10 537	0	12 099	21 301	887	140	0	
SIE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	5 000	55 626	42%	9 230	9 230	0	0	69 945	1 278	0	CLOTURE 30/06
ELM	LYON	13 950	31 320	55%	7 673	7 673	0	0	33 352	-5 697	0	
SONITHERM	Nice	12 240	-33 698	52%	6 398	6 258	3 249	10 342	43 558	-2 957	0	
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	-5 062	100%	5 848	0	1 294	0	11 637	-782	0	
ENERGIE	SAINT ANDRE	5 337	-4 722	100%	5 337	0	20 171	4 895	11 673	352	0	
REIL ENERGIE	SAINT ANDRE	3 837	-3 705	100%	3 837	0	5 876	3 378	9 370	1 142	0	
SOMUSSY	GUYANCOURT	825	463	100%	3 257	1 629	0	0	4 231	368	438	
SOGETHA	GAP	220	-33 698	100%	3 200	3 200	796	0	43 558	-2 957	411	
E.S.BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	6 758	49%	2 941	2 941	0	0	14 602	687	0	
SDCL	TOURS	240	-140	100%	2 758	0	22 385	0	15 664	-806	0	
SOMEC	COURBEVOIE	153	-7 757	100%	2 620	0	16 180	0	8 545	-1 137	0	
LS SERVICES	STRASBOURG	2 858	-400	50%	2 326	2 326	3 110	0	39 552	-981	0	
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	6 090	30%	2 273	2 273	0	0	8 632	262	198	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					28 047	16 147	800 644	322 716			15 183	
II - ENERGIE ELECTRIQUE												
COGESTAR	SAINT ANDRE	74	8 676	30%	8 313	8 313	1 680	0	51 393	5 590	2 530	
LAVERA ENERGIES	LYON	38	6 740	50%	6 298	6 298	0	8 791	49 409	5 855	0	
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	274	100%	5 135	1 533	0	0	987	151	188	
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	968	99%	3 653	1 853	2 643	2 053	7 023	967	928	
SAS (EX EXHOR)	TOURS	1 500	-241	100%	3 135	0	450	0	1 262	-482	0	
COGERI	PULNOY	38	989	100%	2 255	2 255	1 533	1 004	5 321	799	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					757	601	54 869	3 677			3 311	
III - ACTIVITES ANNEXES												
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	-4 693	100%	12 500	12 500	0	0	6 275	253	0	
GESPACE FRANCE	SAINT ANDRE	397	-5 004	100%	8 378	2 275	0	10 642	6 335	-6 016	583	
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	-381	100%	3 020	3 020	0	0	572	-564	192	
E2S	LYON	2 784	2 939	100%	2 689	2 689	0	0	35 613	1 482	0	
Dalkia EN	SAINT ANDRE	1 103	2 484	100%	2 608	2 608	7 173	0	54 782	938	656	
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 235	100%	2 437	2	2 870	0	0	-4	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 089	4 314	10 385	780			2 848	
IV - FILIALES DE SPECIALITE												
DALKIA WASTENERGY	PUTEAUX	7 700	3 090	100%	51 100	32 700	17 429	0	67 251	5 551	0	
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRERES-EN-AUX	335	10 448	100%	20 601	20 601	9 301	0	178 372	2 500	0	
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-17 347	100%	15 085	1	48 369	28 560	82 032	-6 417	0	
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELLIER	1 700	1 890	100%	5 320	5 320	1 825	0	16 773	-63	0	
VI - INTERNATIONAL												
DK ENERGY POLSKA	POLOGNE	22 743	44 780	100%	71 798	19 298	0	0	9 437	549	0	
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	115 756	-3 498	50%	58 771	58 771	0	0	16	27 333	0	
DK Energuia Rus	RUSSIE	17 090	-4 129	100%	24 886	24 886	0	0	17	2 841	2	
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	6 829	49%	4 319	4 319	0	0	6 955	254	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					2 551	1 476	76 007	5 051			161	
VII - DIVERS												
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SAINT ANDRE	4 431	16 720	100%	4 976	0	14 184	0	0	-138	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					4 289	4 023	49 913	3 800			454	
TOTAUX					491 055	311 859						

(1) y compris le résultat de l'exercice